

Duplicata

GREFFE
DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
DE SAINT-LO

R E C E P I S S E D E D E P O T

SERVICE REGISTRE DU COMMERCE
BP430-50010 SAINT-LO Cedex

MAITRE CASSET

ROUTE DE BREHAL
MONTMARTIN SUR MER
50590 MONTMARTIN S/MER

V/REF :
N/REF : / A-224

LE GREFFIER DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE SAINT-LO CERTIFIE
QU'IL LUI A ETE DEPOSE A LA DATE DU 13/05/98, SOUS LE NUMERO A-224,

STATUTS MIS A JOUR

FORMATION DE LA SOCIETE

... CONCERNANT LA SOCIETE

"A.S.P.I."

STE A RESPONSABILITE LIMITEE

224, RUE DE LA LIBERTE, CLOS DE GUERANDE

SAINT-LO

50000 SAINT-LO

R.C.S SAINT-LO B 418 688 917 ()

LE GREFFIER

Maître Hervé CASSET
NOTAIRE
50590 MONTMARTIN-SUR-MER
EXEMPT DE TIMBRE
Article 902-3-14° du C.G.I.

STATUTS du 24 avril 1998
S.A.R.L. "A.S.P.I."

réf : 01270

Maître Hervé CASSET, Notaire à MONTMARTIN-SUR-MER (Manche),
soussigné,

A reçu le présent acte authentique entre les personnes ci-après identifiées :

SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE

IDENTIFICATION DES ASSOCIES

1. Monsieur DUBRAY Michel Yves, responsable d'affaires, demeurant à
CERISY-LA-FORET (50680), lieu-dit "Village Cantilly".

Né à LYON (3^{ème} arrondissement), le 26 janvier 1949.

Epoux en premières et uniques noces de Madame DILIGENCE Danielle
Henriette.

De nationalité Française.

Résidant en France.

Monsieur et Madame DUBRAY mariés à la Mairie de ROUCAMPS (Calvados),
le 3 août 1974, sous le régime légal de la communauté d'acquêts, à défaut de contrat de
mariage préalable à leur union, lequel régime n'a subi aucune modification
conventionnelle ou judiciaire depuis

2. Monsieur LEGOUPILLOT Jean-François Claude Marcel, responsable
d'affaires, demeurant à SAINT-LO (50000), 2, rue Porte au Lait.

Né à CHERBOURG (Manche), le 4 août 1963.

Célibataire.

De nationalité Française.

Résidant en France.

PRESENCE - REPRESENTATION

Tous les associés sont présents.

ETAT - CAPACITE

Chaque associé confirme l'exactitude des indications le concernant
respectivement, telles qu'elles figurent ci-dessus.

Il déclare en outre n'avoir fait l'objet d'aucune condamnation ou mesure entraînant
l'interdiction de contrôler, diriger ou administrer une société.

DD



JFL



Lesquels ont établi ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée présentant les caractéristiques suivantes :

FORME

La société a la forme d'une société à responsabilité limitée régie par la loi numéro 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales.

DENOMINATION

La dénomination de la société est : "A.S.P.I."

La dénomination sociale doit figurer sur tous documents émanant de la société et destinés aux tiers, précédée ou suivie des mots "société à responsabilité limitée" ou des initiales "S.A.R.L.", puis de l'indication du capital social, du siège social, de son numéro d'immatriculation et de l'indication du siège du tribunal du greffe où elle est immatriculée à titre principal.

SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à SAINT-LO (50000), 224, rue de la Liberté, Clos de Guérande.

Il peut être transféré partout ailleurs sur décision collective des associés de nature extraordinaire.

La société sera immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de SAINT-LO.

OBJET SOCIAL

La société a pour objet : La conception, l'installation, et la commercialisation de tous systèmes se rapportant à l'automation, l'informatique ou l'électricité.

Plus généralement, toutes opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières, se rattachant directement ou indirectement à cet objet et de nature à en favoriser la réalisation.

DUREE

La durée de la société est de 99 ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

PROROGATION

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, les associés doivent être consultés à l'effet de décider si la société doit être prorogée. A défaut de consultation dans ce délai, tout associé peut demander au président du tribunal de commerce, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice chargé de provoquer la consultation prévue ci-dessus.

La décision de prorogation doit être prise à la majorité requise pour la modification des statuts.

  JFL 

DISSOLUTION

La dissolution de la société intervient de plein droit au terme fixé pour sa durée.
Par décision de nature extraordinaire, la collectivité des associés peut décider à tout moment la dissolution anticipée; elle doit se prononcer sur ce sujet lorsque les capitaux propres deviennent inférieurs à la moitié du capital social, du fait de pertes.

EXERCICE SOCIAL

L'exercice social s'étend du 1er janvier au 31 décembre de chaque année.
Le premier exercice social prendra fin le 31 décembre 1998.

CAPITAL SOCIAL

Le capital social s'élève à la somme de QUATRE CENT MILLE FRANCS (400.000,00F). Il est divisé en 400 parts sociales de MILLE FRANCS (1.000,00F) chacune, souscrites en totalité et intégralement libérées, numérotées de 1 à 200.

Ces parts sont attribuées de la façon suivante :

1. A Monsieur Michel DUBRAY, 200 parts numérotées de 1 à 200.
2. A Monsieur Jean-François LEGOUPILLOT, 200 parts numérotées de 201 à 400.

Toutes les parts sociales formant le capital social sont souscrites et réparties entre les associés comme indiqué ci-dessus.

APPORTS

I.- APPORTS EN NUMERAIRE

Les apports en numéraire suivants sont effectués, savoir :

- Par Monsieur Michel DUBRAY : une somme de DEUX CENT MILLE FRANCS (200.000,00F).

Bien commun - Monsieur Michel DUBRAY déclare que la somme apportée a le caractère d'un bien commun.

INTERVENTION DU CONJOINT DE L'APPORTEUR

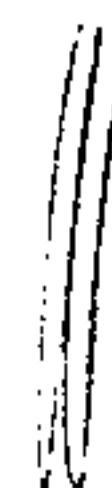
Aux présentes est à l'instant intervenue :

Madame Danielle Henriette DILIGENCE, épouse de M. Michel DUBRAY, née à ROUCAMPS, le 10 septembre 1952, demeurant à CERISY-LA-FORET (50680), lieu-dit "Village Cantilly".

Qui, après avoir pris connaissance du présent acte par la lecture qui lui en a été faite, confirme avoir été avertie de l'apport ci-dessus effectué par son conjoint au moyen de deniers communs, y consentir mais ne pas souhaiter devenir personnellement associée.




JFL



- Par Monsieur Jean-François LEGOUPILLOT : une somme de DEUX CENT MILLE FRANCS (200.000,00F).

Bien propre - Monsieur Jean-François LEGOUPILLOT déclare que la somme apportée a le caractère d'un bien propre.

Dépôt et retrait des fonds - Les fonds correspondant aux apports de numéraire visés ci-dessus, intégralement libérés, ont été déposés en l'Etude de Maître CASSET, Notaire soussigné, ainsi qu'il résulte de la comptabilité dudit Notaire, à un compte ouvert au nom de la société en formation.

Le retrait de ces fonds ne peut être effectué que par le gérant ou son mandataire, sur présentation du certificat du greffier justifiant de l'immatriculation de la société au R.C.S..

II - ABSENCE D'APPORT EN NATURE

Il n'est fait aucun apport en nature.

ADMINISTRATION ET CONTROLE DE LA SOCIETE

GERANCE.

Nomination des gérants. - La société est gérée par une ou plusieurs personnes physiques, associés ou non, nommées avec ou sans limitation de durée. Au cours de la vie sociale, ils sont désignés par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Les associés nomment comme premier gérant :

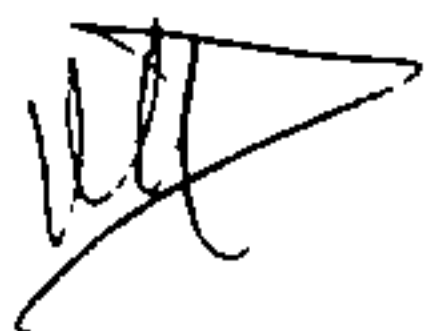
M. Jean-François LEGOUPILLOT, associé, qui accepte expressément.

Pouvoirs des gérants. - Dans les rapports avec les tiers, le gérant ou chacun des gérants est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés. La société est engagée même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Dans les rapports entre associés, en cas de pluralité de gérants et à moins que les associés, par décision collective de nature ordinaire n'aient prévu une dispense pour les actes ou engagements inférieurs à une limite qu'ils fixent, un gérant doit informer le ou les autres gérants de la prochaine intervention d'un acte ou engagement et s'en réserver la preuve. Le ou les autres gérants peuvent s'opposer à l'accomplissement de tout acte ou engagement avant qu'il ne soit conclu.

Délégation de pouvoirs - Un gérant peut donner toutes délégations de pouvoir à tous tiers pour un ou plusieurs objets déterminés, sauf à prendre toutes mesures nécessaires pour le respect des dispositions ci-dessus.

Responsabilité des gérants. - La responsabilité des gérants est engagée dans les conditions de droit commun et celles définies par les lois du commerce et des sociétés.



Rémunération des gérants. - Chacun des gérants a droit en rémunération de ses fonctions, à un traitement fixe ou proportionnel ou à la fois fixe et proportionnel, dont les modalités de fixation et de règlement sont déterminées par décision collective ordinaire des associés.

En outre, chacun des gérants a droit au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement sur justification.

Cette rémunération et ces frais sont comptabilisés en frais généraux de la société.

Assiduité. - Sauf à obtenir une dispense de la collectivité des associés, le gérant ou chacun des gérants s'il sont plusieurs est tenu de consacrer tout son temps et tous ses soins aux affaires sociales.

Révocation d'un gérant. - Tout gérant est révocable par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Le gérant révoqué sans juste motif peut obtenir des dommages-intérêts.

De plus, un gérant est révocable par décision de justice pour cause légitime.

Obligations de la gérance. - Le ou les gérants sont soumis aux obligations fixées par la loi et les règlements et notamment à l'établissement des comptes annuels et du rapport de gestion.

PARTS SOCIALES

En représentation des apports en capital qui lui sont faits, la Société émet des parts sociales de même valeur nominale, intégralement libérées dès leur création, lesquelles contribuent exclusivement à la formation du capital social.

Les parts sociales doivent être souscrites en totalité par les associés, leur répartition est mentionnée dans les statuts qui constatent également la libération intégrale des parts de capital ainsi que le dépôt des fonds.

Propriété. Cession. Indivisibilité des parts sociales de capital. - Les parts sociales de capital ne sont pas négociables. Leur propriété résulte seulement des statuts de la société, des actes qui les modifient, des cessions et mutations ultérieures, le tout régulièrement consenti, constaté et publié.

Les mutations entre vifs sont constatées par acte authentique ou sous seing privé.

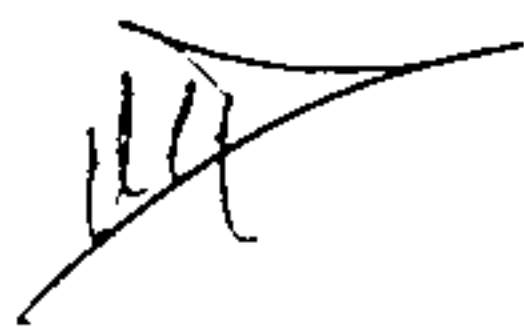
Elles deviennent opposables à la société, soit après leur acceptation par un gérant dans un acte authentique, soit par une signification faite à la société par acte extra-judiciaire.

Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Dans les diverses manifestations de la vie sociale, les propriétaires indivis de parts sociales sont représentés par le mandataire unique.

DROITS ET OBLIGATIONS DES ASSOCIES

Droit de disposition sur les parts sociales de capital. - La cession entre vifs des parts sociales de capital, le sort de telles parts ayant appartenu à un associé décédé ou dont la personnalité morale est disparue et l'aptitude à devenir associé du conjoint d'un titulaire de parts sociales de capital sont réglés comme suit:









Cessions entre vifs .- Toute opération sans autres exceptions que celles prévues en 1 du présent article ayant pour but et pour résultat le transfert ou l'attribution entre toutes personnes existantes, physiques ou morales, de la propriété d'une ou plusieurs parts sociales préexistantes est soumise à l'agrément de la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois/quarts des parts sociales, tant de capital que d'industrie, le vote de l'associé cédant étant pris en compte.

1 - Les parts sont librement cessibles entre associés;

2 - La procédure d'agrément est suivie dans les conditions prescrites par la loi du 24 juillet 1966 et son décret d'application.

Transmission de parts pour cause de décès ou de disparition de la personnalité morale d'un associé.

Toute transmission, attribution ou dévolution de parts ayant sa cause dans le décès ou la disparition de la personnalité morale d'un associé, est soumise à l'agrément des associés subsistant, représentant les trois/quarts au moins des parts sociales.

La société doit faire connaître sa décision dans le délai de trois mois courant à partir de la dernière des notifications à la société et aux associés, des qualités héréditaires et du projet d'attribution ou de dévolution.

En cas de refus d'agrément, il est fait application des dispositions légales et réglementaires prévues pour les cessions de parts sociales entre vifs.

3.- En cas de recours à l'expertise les frais et honoraires de l'expert sont supportés moitié par la société, moitié solidairement par les acquéreurs qui les répartiront entre eux au prorata du nombre de parts acquises.

4.- La société peut mettre les héritiers, conjoints ou dévolutaires en demeure de présenter leur demande d'agrément dans un délai qui ne peut être inférieur à trois mois à compter du décès ou de la disparition de la personnalité morale de l'associé et d'avoir à fournir toutes justifications de leurs qualités. La demande d'agrément doit être présentée par acte d'huissier ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. La société peut également requérir toutes justifications de tout notaire.

Droit sur les bénéfices, les réserves, et le boni de liquidation.

Sans préjudice du droit au remboursement du capital non amorti qu'elle représente chaque part de capital donne un droit égal dans la répartition des bénéfices, des réserves et du boni de liquidation.

Droit à l'information. - Quinze jours au moins avant la date de l'assemblée qui doit se tenir dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice écoulé, le rapport de gestion, les comptes annuels, le texte des résolutions proposées et, le cas échéant, le rapport du commissaire aux comptes sont adressés aux associés par lettre recommandée. Pendant le même délai, l'inventaire est tenu, au siège social, à la disposition des associés qui ne peuvent en prendre copie.

A compter de la communication visée à l'alinéa précédent, tout associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le gérant est tenu de répondre au cours de l'assemblée.

A toute époque, un associé a le droit de prendre connaissance par lui-même et au siège social, des comptes annuels, inventaires et rapports soumis aux assemblées et procès-verbaux de ces assemblées concernant les trois derniers exercices. A l'exception des inventaires, l'associé peut prendre copie de ces documents.

DD

LLA

JFL

Quinze jours au moins avant toute assemblée autre que l'assemblée annuelle, le texte des résolutions proposées, le rapport des gérants ainsi que le cas échéant, le rapport du commissaire aux comptes sont adressés aux associés par lettre recommandée et sont tenus, en outre, à leur disposition au siège social. Les associés peuvent en prendre copie.

En cas de consultation écrite, les mêmes documents accompagnent la lettre de consultation.

Deux fois par exercice, tout associé non gérant peut poser des questions à la gérance sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation.

Le gérant est tenu de répondre par écrit et doit communiquer sa réponse au commissaire aux comptes, s'il y en a un.

Droit d'intervention dans la vie sociale. - Outre les droits par ailleurs reconnus dans les présents statuts :

Tout associé peut participer personnellement aux décisions collectives d'associés ou, s'il s'agit d'assemblées, s'y faire représenter par un mandataire, associé ou conjoint.

Lorsque la société, vient à ne plus comprendre que deux seuls associés, la représentation d'un associé est interdite par l'autre associé, fût-il le conjoint du mandant.

L'associé dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède.

Les propriétaires indivis de parts sociales de capital sont représentés par un mandataire unique choisi parmi les indivisaires ou en dehors d'eux. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du plus diligent des indivisaires.

En cas d'usufruit s'exerçant sur des parts sociales, le droit de vote appartient au nu-propriétaire, toutefois, l'usufruitier participe seul au vote des décisions concernant l'affectation des bénéfices.

Un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales, peuvent demander la réunion d'une assemblée.

Obligation de respecter les statuts. - La détention de toute part sociale emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions collectives d'associés et aux décisions de la gérance.

Héritiers et créanciers ne peuvent sous aucun prétexte requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents sociaux ni s'immiscer dans les actes de la vie sociale.

Comptes courants d'associés. - Chaque associé a la faculté, sur la demande ou avec l'accord de la gérance, de verser dans la caisse sociale, en compte courant les sommes qui seraient jugées utiles pour les besoins de la société.

Les conditions d'intérêts, de remboursement et de retrait de chacun de ces comptes sont déterminées, par convention intervenue directement entre la gérance et le déposant et soumises ultérieurement à l'approbation des associés.

Les comptes courants ne peuvent jamais être débiteurs.

DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

Les décisions collectives des associés sont prises en assemblée ou par voie de consultation écrite, au choix de la gérance.

Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour les décisions relatives à l'approbation des comptes annuels et pour toutes autres décisions si elle est demandée

par un ou plusieurs associés comme dit ci-dessus.

1.- Les décisions collectives sont qualifiées d'extraordinaires ou d'ordinaires.

2.- Les décisions extraordinaires sont celles qui emportent ou entraînent, directement ou indirectement modification des statuts notamment la modification de la forme et la prorogation de la durée ainsi que l'agrément des cessions ou transmissions de parts sociales dans les conditions visées ci-dessus ou la dissolution anticipée.

Sous réserve d'autres conditions impératives définies dans les présents statuts ou par la loi, les décisions extraordinaires sont adoptées par les associés représentant les TROIS/QUARTS au moins des parts sociales.

3.- Les décisions ordinaires sont toutes celles qui n'entrent pas dans la définition donnée ci-dessus des décisions extraordinaires. Ce sont notamment celles portant sur l'approbation des comptes annuels, la nomination et la révocation des gérants, sur l'approbation de tous actes de la gérance qui n'entrent pas dans la définition de ses pouvoirs internes.

Sous réserve d'autres conditions impératives définies dans les présents statuts ou par la loi, les décisions ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont, selon le cas, convoqués ou consultés une seconde fois et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre de votants. Les dispositions de cet alinéa sont inapplicables en cas de nomination ou de révocation d'un gérant.

4.- Les conditions de convocation des assemblées, de consultation écrite des associés, de tenue des assemblées, d'établissement et de conservation des procès-verbaux de décisions collectives sont celles définies par la loi et le règlement.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des délibérations des associés sont valablement certifiés conformes par un seul gérant ou par un seul liquidateur au cours de la liquidation.

BENEFICES - AFFECTATION ET REPARTITION - PERTES

Sur les bénéfices nets, diminués le cas échéant, des pertes antérieures, il est tout d'abord prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale, ce prélèvement cesse d'être obligatoire, lorsque ledit fonds atteint une somme égale au dixième du capital social, il reprend son cours lorsque pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue en dessous de cette fraction.

Le solde diminué s'il y a lieu des sommes à porter à d'autres fonds de réserve en vertu de la loi, puis augmenté le cas échéant des reports bénéficiaires, constitue le bénéfice distribuable.

L'assemblée peut décider la mise en distribution des sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence des sommes distribuables, l'assemblée détermine la part de ce bénéfice attribué aux associés sous forme de dividende.

Le cas échéant elle affecte la part non distribuée du bénéfice distribuable de l'exercice dans les proportions qu'elle détermine, soit à un ou plusieurs fonds de réserves, généraux ou spéciaux qui restent à la disposition de l'assemblée ordinaire des associés, soit au compte " REPORT BENEFICIAIRE ".





JFL



Les modalités de mise en paiement des dividendes sont fixées par l'assemblée ou à défaut par la gérance. Toutefois cette mise en paiement doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prorogation de ce délai par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant sur requête à la demande de la gérance.

Les pertes s'il en existe sont portées au compte "report à nouveau" ou compensées directement avec les réserves existantes.

LIQUIDATION. DIVERS

Liquidation. - A l'expiration de la durée de la société ou en cas de dissolution anticipée pour quelque cause que ce soit, la liquidation en est faite par le ou les gérants alors en fonction et, en cas de décès du gérant unique, comme dans le cas de refus ou de démission, par un ou plusieurs liquidateurs pris parmi les associés ou en dehors d'eux, nommés par décision collective ordinaire des associés et, à défaut d'entente, par le président du tribunal de commerce du lieu du siège social, à la requête de la partie la plus diligente.

La dissolution met fin à la mission du commissaire aux comptes, s'il en existe.

La liquidation s'effectue conformément aux dispositions, non contraires aux présents statuts, des articles 390 et suivants de la loi numéro 66-537 du 24 juillet 1966 et les articles 266 et suivants du décret numéro 67-236 du 23 mars 1967.

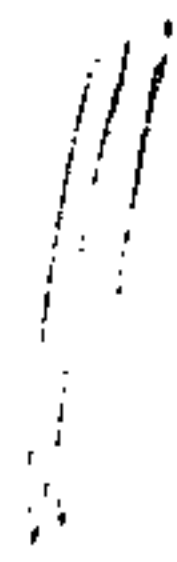
Tous pouvoirs sont conférés aux liquidateurs pour opérer, en espèces, le remboursement des apports et la répartition entre associés du boni de liquidation conformément aux dispositions ci-dessus.

FORMALITES

Tous pouvoirs sont conférés à chacun des fondateurs et aux porteurs d'expéditions, originaux, copies ou extraits conformes des pièces constitutives, à l'effet d'accomplir toutes formalités requises.

FRAIS

Les frais, droits et honoraires du présent acte et de leurs suites seront supportés par la société, inscrits en compte de frais généraux et amortis avant toute distribution de bénéfices et au plus tard dans un délai de cinq ans.

DONT ACTE sur dix pages.

La lecture du présent acte a été donnée aux parties et les signatures de celles-ci sur ledit acte ont été recueillies par le notaire soussigné.

A MONTMARTIN SUR MER,

En l'Etude du notaire soussigné.

L'AN MIL NEUF CENT QUATRE VINGT DIX HUIT,

Le vingt quatre avril.

Et le notaire a signé le même jour.

APPROUVE PAR RENVOI, BLANC
BATIONNE, LIGNE ENTIERE RAYÉE
NUL ET . NUL MOT COMME NUL

[Handwritten marks: a triangle, a vertical line, and the letters JF]

[Handwritten signatures]

[Large handwritten signature]

Enregistré à COUTANCES

le 28 AVR. 1998

Vol 10

Bordereau

Reçu

205/2 mille cinq cents fr.

Le Receveur Principal des Impôts

[Handwritten signature]

Pour copie authentique, établie sur *dix* pages, réalisée par reprographie, délivrée par le Notaire soussigné et certifiée par lui comme étant la reproduction exacte de l'original.

[Handwritten signature]